



18ème Rencontre Internationale des Partis Communistes et Ouvriers Hanoï, 28-30 octobre 2016

Intervention du Parti Algérien pour la Démocratie et le Socialisme



Chers Camarades,

Les communistes algériens remercient le Parti Communiste du Vietnam pour l'organisation de cette 18^{ème} Rencontre Internationale des Partis Communistes et ouvriers à Hanoï.

Ils sont heureux de participer à cette rencontre au Vietnam, un pays qui symbolise toujours aux yeux des peuples épris de liberté le combat armé héroïque mené durant 30 ans par le peuple vietnamien sous la direction des communistes contre les impérialistes français et américains. La victoire de Dien Bien Phu en 1954 a eu un grand retentissement dans notre pays alors sous le joug du colonialisme. Cette victoire encouragea l'accélération des préparatifs du déclenchement le 1er novembre 1954 de l'insurrection armée pour la libération nationale.

Le nom du général Giap est très cher à notre peuple. En 1976, il a visité Alger à l'invitation du gouvernement. Le discours qu'il prononça au cours d'un meeting populaire est gravé dans la mémoire des travailleurs. Dans ce discours, il disait que l'impérialisme est un mauvais élève. Il n'apprend pas les leçons de l'histoire. Il ne comprend pas qu'il ne peut pas dominer indéfiniment les peuples qu'il exploite, que les peuples, quand ils sont dirigés par des partis révolutionnaires, arrivent toujours, au prix de grands sacrifices, à se libérer de l'oppression et de l'exploitation capitaliste. Il expliqua que les guerres impérialistes étaient engendrées par le système capitaliste dans sa course aux taux de profit les plus élevés et au partage incessant du monde. Il fit aussi comprendre que la victoire du peuple vietnamien était le résultat de la combativité du peuple sous la direction d'un parti idéologiquement soudé et résolu à construire une société socialiste débarrassée de l'exploitation capitaliste. En tant que marxiste-léniniste perspicace, il fit la différence entre le Vietnam engagé dans des changements socialistes et l'Algérie aspirant au socialisme. Cette différenciation indiquait que Giap avait bien compris que le régime algérien n'était pas un régime socialiste malgré les discours socialistes des dirigeants et leurs mesures économiques et sociales favorables aux masses populaires. Les communistes algériens soutenaient ces mesures dans le cadre de la lutte pour l'achèvement des tâches économiques de la révolution nationale-démocratique, et critiquaient l'aile gauche du pouvoir pour ses méthodes contraires aux intérêts des travailleurs et pour ses hésitations à se débarrasser de l'aile réactionnaire qui sabotait ces mesures. Giap avait un grand respect pour les communistes algériens et savait que leur parti était toujours interdit depuis l'indépendance. Il n'avait pas oublié que c'étaient les communistes algériens et non les nationalistes qui avaient animé le refus des dockers de charger les armes sur les navires en partance vers le Vietnam. C'était pour lui un critère important pour comprendre les contradictions qui traversaient le régime algérien. Il ne se faisait aucune illusion sur la capacité réelle du pouvoir algérien à appliquer ses proclamations officiellement socialistes.

En effet, l'Etat algérien, qui était dirigé par l'aile révolutionnaire de la petite-bourgeoisie durant les 16 premières années qui ont suivi l'indépendance, de 1962 à 1978, avait nationalisé les terres qui appartenaient aux colons, les richesses naturelles, et notamment le pétrole et le gaz. Il avait aussi limité la propriété foncière privée. Le secteur public occupait 75% de l'industrie, 100% des banques, un tiers des terres cultivables et un tiers du commerce intérieur. Le commerce extérieur était à la fin des années 1970 le monopole total de l'État. Dans un tel contexte, beaucoup crurent au sein du peuple à l'irréversibilité du choix

du socialisme. Sous la direction de cette aile petite-bourgeoise, une charte fut adoptée en 1976. Elle proclamait que le but était la construction d'une société socialiste dirigée par les travailleurs. En même temps, elle rejetait le socialisme scientifique et ne reconnaissait pas au prolétariat en tant que classe la capacité à assumer la direction des processus socialistes. Le régime n'envisageait donc pas d'autoriser les communistes à agir librement ni à permettre à la classe ouvrière de s'organiser en dehors du parti unique. En tant que régime issu de la guerre de libération, le régime du parti unique n'était pas homogène. Il était traversé par des divergences politiques et idéologiques inconciliables. Ces divergences reflétaient les contradictions de sa composition de classe interne. Des secteurs importants dans l'administration, l'économie, les services de sécurité et l'armée étaient aux mains des adversaires du socialisme, qui sabotaient sournoisement de l'intérieur les décisions de la direction révolutionnaire du pouvoir. En fait, les partisans du socialisme qui se trouvaient au sein et en dehors du régime étaient obligés de lutter dans les conditions défavorables de l'interdiction du parti des communistes et de l'hégémonie négative exercée par le parti unique sur l'activité des masses. Ils avaient les mains liées, alors que les adversaires du socialisme disposaient de fortes positions dans l'État pour déstabiliser l'économie. Malgré les discours socialistes, les forces du capitalisme s'étaient renforcées rapidement. Les positions économiques qu'elles détenaient leur donnaient les moyens de corrompre les dirigeants, les cadres civils et militaires de l'État. L'argent accumulé grâce à une croissance rapide de l'économie sous l'impulsion du secteur public et les alliances tissées par les liens de mariages avec de hauts responsables, leur avaient donné une puissance nouvelle pour attaquer les choix officiellement socialistes. Les hésitations de la petite-bourgeoisie révolutionnaire au pouvoir à s'allier résolument avec les communistes et à s'appuyer sur l'action indépendante de la classe ouvrière, avaient fini au bout de 20 ans par mener à l'éviction des responsables du régime opposés au capitalisme.

Durant les 20 premières années qui ont suivi l'indépendance politique, le pays a pu défendre sa souveraineté grâce à l'alliance objective réalisée entre l'aile anticapitaliste du régime, les communistes, les masses populaires et le camp socialiste. Le pays a pu construire en un temps très court une base industrielle importante. Mais cette souveraineté est devenue un pur sujet de tromperie depuis que la bourgeoisie a réussi à imposer sa domination politique et économique et à resserrer ses liens avec l'impérialisme. Depuis ce moment jusqu'à aujourd'hui, le processus d'industrialisation dans la voie de l'indépendance économique a été interrompu et les recettes pétrolières servent à financer les dépenses improductives de la bourgeoisie. Les discours actuels des dirigeants de la bourgeoisie sur la défense de la souveraineté et la réactivation des principes du non-alignement sur les blocs servent à dissimuler une politique de marchandage entre la bourgeoisie locale et l'impérialisme pour un partage "équitable" des profits tirés de l'exploitation de la classe ouvrière et des sphères d'influence.

Les communistes algériens ont tiré des enseignements importants de l'analyse critique de cette période et des conséquences des positions erronées prises par leur parti. La plus grande de leurs erreurs fut de ne pas s'être engagés dans un combat frontal contre le régime issu du coup de barre à droite effectué en 1980. Cette grave erreur fut justifiée par la thèse selon laquelle il était possible et nécessaire de maintenir un front interne anti-impérialiste pour préserver l'indépendance du pays. Cette thèse a été infirmée par la vie. Ces erreurs se sont aggravées sous l'influence des idées gorbatchéviennes de la "nouvelle mentalité". Elles se sont traduites par l'abandon des critères de classe dans l'analyse de la nature du système économique et la définition de la tactique politique. Les courants demeurés fidèles aux principes du marxisme-léninisme avaient tardé à engager ouvertement le combat contre l'orientation opportuniste défaitiste adoptée par la direction et la grande majorité de l'encadrement du parti. Cela a facilité les menées des liquidateurs qui ont conduit à la désintégration de leur parti en 1992. Cela a également créé d'immenses difficultés à reconstruire sur des bases marxistes-léninistes.

Chers camarades,

Partout dans le monde, les communistes fidèles à la doctrine de Marx, Engels et Lénine, ont d'immenses

tâches à accomplir pour en finir avec l'exploitation capitaliste, la misère, les inégalités sociales, l'oppression et les guerres impérialistes. Les nombreux foyers de guerres ou de tension allumés par les oligarchies impérialistes dans les pays arabes, en Afrique, en Asie, sur les frontières avec une Russie, elle-même poussée par sa bourgeoise oligarchique à s'étendre dans le monde, les opérations de destitution des régimes qui ne leur plaisent pas, malgré le fait qu'ils aient été élus suivant les règles de la démocratie bourgeoise, sont le prélude à de nouvelles conflagrations aux conséquences apocalyptiques pour l'humanité. Le combat doit être intensifié pour rassembler les forces qui veulent la paix, rejettent les ingérences et les interventions impérialistes, réaffirment le droit des peuples à choisir leur voie de développement. Mais il est clair pour nous communistes que les guerres sont inévitables tant qu'existeront l'exploitation capitaliste et la propriété privée des moyens de production. La lutte contre les guerres impérialistes est intimement liée à la lutte pour renverser l'ordre bourgeois-impérialiste révolu. Les tendances à la guerre expriment l'exacerbation des contradictions internes insurmontables du régime capitaliste: crise de surproduction et de suraccumulation des capitaux, rivalités inter-impérialistes et guerres impérialistes pour le partage et le repartage du monde en zones de domination et d'influences, pour le contrôle des richesses, des sources d'énergie, de la force de travail, guerres pour la protection des marchés au bénéfice d'une minorité de grands manitous de la finance, des banques et de l'industrie, offensive forcenée de la bourgeoisie pour enlever à la classe ouvrière et aux peuples anciennement colonisés leurs conquêtes sociales et politiques. Ces conquêtes avaient été arrachées dans le contexte mondial favorable de l'existence du camp socialiste et de la coordination de la lutte du mouvement ouvrier des pays capitalistes avec ce camp. Le mouvement de libération des peuples opprimés n'aurait certainement pas réussi à s'affranchir de la domination coloniale sans son alliance objective avec le camp socialiste et le mouvement communiste international.

Les communistes doivent déployer toute leur énergie pour repartir à l'assaut afin de réaliser la grande tâche qui demeure inscrite à l'ordre du jour de l'époque actuelle : le passage révolutionnaire du capitalisme au socialisme.

Partout les communistes sont confrontés à la même tâche: reconstruire le parti de la révolution socialiste, redonner espoir aux travailleurs exploités dans la possibilité et la nécessité de la prise du pouvoir par le prolétariat et ses alliés, pour l'expropriation des exploités, pour l'instauration de la propriété sociale des moyens de production, pour un mode de gestion sociale fondé sur la planification en vue de la satisfaction des besoins sociaux et non plus la recherche du profit capitaliste.

Les tâches qui en découlent pour tout le mouvement ouvrier révolutionnaire international sont claires :

- lutte idéologique sans merci contre l'idéologie sociale-démocrate de collaboration des classes, contre l'opportunisme sous toutes ses variétés et notamment contre le défaitisme qui continue à paralyser de secteurs importants parmi les exploités après la victoire de la contre-révolution en URSS, en RDA et dans les anciens pays socialistes, contre le dénigrement par la propagande bourgeoise, social-démocrate et trotskiste de l'expérience de la construction du socialisme inaugurée par la révolution d'octobre 1917. Nous aurons à célébrer l'an prochain son 100^{ème} anniversaire sous le feu redoublé de la propagande bourgeoisie visant à la criminaliser ;
- combat pour montrer ce que l'existence du camp socialiste avait apporté aux exploités et aux peuples opprimés et ce que sa destruction a au contraire entraîné comme malheurs et régression sociale à l'ensemble de la planète ;
- réaffirmation de l'indispensable internationalisme prolétarien, solidarité et échange entre les différents détachements nationaux du mouvement communiste international, coordination de leur combat.

Ces axes de lutte sont étroitement liés. Ils font partie des tâches qui conditionnent le succès de la reconstruction du mouvement communiste dans chaque pays et à l'échelle internationale.

Vive l'internationalisme prolétarien!